

paragraphe 1, l'Assureur ne revendiquera pas de droits plus étendus que ceux reconnus à l'investisseur par la législation de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla. Le Gouvernement du Canada se réserve néanmoins le droit, en tant qu'état souverain, de présenter une réclamation dans le cas d'un déni de justice ou d'une autre question engageant la responsabilité de l'état, tels qu'ils sont définis par le droit international mais à cet égard, rien de ce qui est contenu dans les présentes ne sera interprété comme imposant quelque responsabilité que ce soit au Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, lequel, sauf dans ce cas-ci, est responsable des relations internationales de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla.

4. Si l'Assureur acquiert en vertu des contrats d'assurance-investissement des montants et des crédits en devises légales du Gouvernement de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, ledit Gouvernement de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla accordera à ces fonds un traitement qui ne sera pas différent du traitement qui serait accordé si ces fonds restaient avec l'investisseur et lesdits fonds seront à la libre disposition du Gouvernement du Canada pour le règlement de ses dépenses dans le territoire national de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla.

5. Le présent accord ne s'applique qu'aux investissements assurés dans des entreprises ou des opérations approuvées par écrit par le Gouvernement de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla.

6. Les divergences entre les deux gouvernements concernant l'interprétation et l'application des dispositions du présent accord ou concernant toute réclamation survenant à la suite des investissements assurés des deux gouvernements seront réglées autant que possible par voie de négociations entre les deux gouvernements, lorsque, de l'avis de l'autre gouvernement, un point de droit international public est en cause. Si de telles divergences ne peuvent être résolues dans une période de trois mois suivant la demande de telles négociations, la question sera soumise, à la demande de l'un ou l'autre gouvernement, à un tribunal d'arbitrage ad hoc en vue d'un règlement selon les règles et principes pertinents du droit international public. Le tribunal d'arbitrage se composera de trois membres et sera établi de la façon suivante: chaque gouvernement nommera un arbitre; un troisième, qui sera le président du tribunal, sera nommé par les deux autres membres. Le président ne doit pas être un ressortissant de l'une ou l'autre des parties. Les arbitres doivent être nommés dans les deux mois et le président dans les trois mois qui suivront la date de réception de la demande d'arbitrage de l'un ou l'autre gouvernement. Si les délais susmentionnés ne sont pas respectés, l'un ou l'autre gouvernement peut, en l'absence de tout autre accord, demander au président de la Cour internationale de justice de faire la nomination ou les nominations nécessaires et les deux gouvernements conviennent d'accepter cette nomination ou ces nominations. Si le président de la Cour internationale de justice se voit empêché de remplir ladite fonction ou s'il se trouve à être un ressortissant de l'un des deux pays, le vice-président fera la nomination ou les nominations nécessaires et, si ce dernier se voit empêché de remplir cette fonction ou s'il se trouve à être un ressortissant de l'un des deux pays, le premier doyen des juges de cette Cour qui ne soit pas un ressortissant de l'un des deux pays remplira cette fonction. Le tribunal d'arbitrage décidera par vote majoritaire. Sa décision sera obligatoire et définitive pour les deux gouvernements. Chaque gouvernement acquittera les dépenses de son membre du tribunal et de ses représentants aux séances du tribunal d'arbitrage; les dépenses du président et les autres frais seront assumés à part égale par les deux gouvernements. Le tribunal d'arbitrage pourra adopter d'autres règles concernant les frais. A tous autres égards, le tribunal d'arbitrage établira sa propre procédure. Seuls les gouvernements respectifs peuvent demander la procédure d'arbitrage et y prendre part.

7. a) Si l'un ou l'autre des deux gouvernements estime qu'il serait désirable de modifier les dispositions du présent accord, la procédure à suivre consistera en une demande de consultation et/ou un échange de correspondance. La procédure ne devra pas commencer plus de soixante jours après la date de la demande et/ou de l'échange de correspondance.